



14 janvier 2012

Cher (e)s camarades,

Je voudrais avant tout dire deux mots sur l'actualité internationale, notamment sur la situation au Moyen-Orient ou dans la lutte pour la domination de la région, l'impérialisme capitaliste menace les peuples au travers de leurs dirigeants. Il ne se passe plus un jour sans que des déclarations aussi menaçantes les unes que les autres soient prononcées par les grandes puissances capitalistes.

Après l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie, elles s'attaquent aujourd'hui à l'Iran, en accusant sans aucune preuve ce pays de fabriquer la bombe atomique. Chacun se souvient des mensonges véhiculés par les Etats Unis pour envahir l'Irak, massacrer le peuple et s'emparer des réserves pétrolières. L'impérialisme foule au pied et à coup de destructions, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Israël, bras armé des Etats-Unis vient d'annoncer, après des déclarations guerrières, le renforcement de son budget militaire. Ce pays fait le choix de répondre aux ordres des Etats -Unis, en ignorant les travailleurs israéliens en lutte pour leurs revendications sociales. Nous aurons l'occasion, comme nous le faisons sur le site, de nous exprimer sur cette situation qui ne cesse de s'envenimer.

Notre premier comité national de l'année 2012 doit nous permettre d'analyser de la manière la plus précise possible, la situation politique en France et dans le monde pour que chaque adhérent soit à même d'en débattre et faire avancer les idées de notre parti.

Nous sommes à trois mois des élections présidentielles, à cinq des législatives, on peut voir et entendre tous les jours, le type de débats que suscite la campagne électorale. Chacun en appréciera le niveau, mais nous pouvons d'ores et déjà en tirer quelques enseignements. Tous les candidats sont d'accord pour conserver le capitalisme comme système économique, aucun ne le condamne, donc rien ne changera quel que soit l'élu.

La bataille politique actuelle démontre que nous avons fait le bon choix de présenter un candidat à l'élection présidentielle parce qu'il y a de la place pour développer nos idées et renforcer « communistes ».

Je reviendrai sur ces deux points importants dans la suite du rapport.

J'en viens à la situation en France :

L'année 2011 a été une succession de plans de rigueur, mais on peut dire que depuis 2008, Le capital en « crise », pour poursuivre l'accumulation de profits, exploite tous les secteurs d'activité. Rien n'échappe à sa règle : faire baisser ce qu'il appelle le « coût du travail ». Les conséquences pour le peuple sont évidemment catastrophiques, la baisse du pouvoir d'achat et des salaires, des pensions, des allocations, réduit considérablement les moyens de subvenir aux besoins fondamentaux comme se nourrir convenablement, se loger, se soigner. On

atteint aujourd'hui en France le seuil de 8,5 millions de pauvres et la population de salariés pauvres ne cesse d'augmenter.

Le chômage de masse s'étend à toutes les couches de la population et atteint des niveaux record en 2011.

Rien que dans l'industrie, 800 000 emplois ont été supprimés depuis 2010, avec une accélération ces trois dernières années au rythme de 100 000 emplois par an.

La liste des groupes industriels qui licencient, restructurent, délocalisent leurs productions, serait longue à énumérer. Mais citons les plus significatifs comme Peugeot et Renault qui à eux seuls suppriment 8000 emplois, Alcatel-Lucent 2700, Schneider-Electric 3000, les fonderies 3000, Arcelor-Mittal 2000, les raffineries qui font aujourd'hui l'actualité 2600. Citons encore l'agroalimentaire en pleine restructuration ainsi que Véolia qui vient de se débarrasser de sa branche transport avec à la clé une opération financière juteuse.

La part de l'industrie dans l'emploi total, c'est-à-dire tous secteurs confondus, était de 17,3% en 97, elle représente à peine 13% aujourd'hui. Et l'année 2012 est annoncée encore plus noire que la précédente.

Les **D.R.H.** des 12 plus grands groupes industriels français déclarent dans la presse que « la crise commence en 2012 ». La fédération française du bâtiment annonce la perte de 35000 emplois pour 2012, le secteur des travaux publics qui a déjà perdu 24000 emplois depuis 2008, parle de difficultés grandissantes pour 2012. Idem pour les transports, les textile, la chimie, la mécanique, le papier, l'équipement électrique, l'automobile.

Le journal L'Expansion note que pour la deuxième fois en 5 ans, la France va tomber en récession en 2012. Entre 2007 et 2011, le nombre d'inscrits à pôle emploi a bondi de plus de 1 million de personnes. L'activité manufacturière a régressé de 11%, le déficit commercial s'est creusé de 30 Milliards d'euros et la « dette publique » s'est alourdie de 500 Milliards.

Dans le Doubs où l'industrie automobile est le pilier de l'économie, les inscriptions pour fin de mission sont en hausse de 56% sur un an, alors que l'intérim représente à lui seul 30% des offres d'emplois.

Au total, le taux de chômage pourrait grimper jusqu'à 10,5% à la fin 2012 contre 9,7% aujourd'hui, ce qui représente 150 000 salariés privés d'emploi supplémentaires. Et le journal L'Expansion note encore que « avec la montée du chômage de longue durée et la baisse drastique des allocations chômage qui l'accompagne, la situation financière de millions de familles va nettement se compliquer »... « Le pouvoir d'achat par ménage pourrait reculer de 0,6% en 2012, la troisième baisse en cinq ans ». A cela s'ajoute la vague d'augmentation de ce début d'année, la **T.V.A.** de 5,5% à 7%, les transports, l'énergie (électricité, gaz, eau, fioul), l'essence et le gas-oil, les loyers, bref, on nous annonce la couleur de l'année 2012, et pour le pouvoir en place : elle sera noire pour le peuple.

Vous avez remarqué que le constat que je viens de dresser et que je n'ai pas terminé, nous amène tout droit à la dépression si il n'y avait pas d'autres solutions pour sortir de cette situation. Les tenants du pouvoir le savent bien. La mobilisation quotidienne de l'ensemble des médias consiste à expliquer à coup de « spécialistes en économie » et autres journalistes experts que l'on ne peut pas faire autrement.

Si l'industrie est soumise aux appétits capitalistes de rentabilité financière, il en est de même pour les services publics, les fonctions publiques, la santé, l'éducation, les territoires.

Sous le prétexte de réduction de la « dette publique », tout devient vendable : l'accès aux soins est de plus en plus difficile, les médicaments sont de moins en moins remboursés, voire plus du tout, les mutuelles santé ont augmenté de 4,5% en moyenne, attaque sur les indemnités journalière maladie, jour de carence **supplémentaire**. La restructuration des hôpitaux se poursuit avec son lot de suppression de lits, restriction des budgets, regroupement des centres hospitaliers, recensement des opérations chirurgicales pour déterminer la rentabilité des centres, tout cela accompagné de la dégradation des conditions de travail des personnels de santé.

En lien direct avec les questions de santé, la protection sociale fait l'objet, mais ceci depuis sa création en 1945, des convoitises de grands groupes capitalistes comme les banques, les assurances et l'industrie pharmaceutique.

Le projet du pouvoir d'instaurer une **T.V.A.** sociale ouvre la voie à la privatisation de la Sécurité Sociale. Les patrons en rêvent depuis sa création, déjà exonérés de cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 1,6 **S.M.I.C.**, ce qui représente 30 Milliards d'euros par an, la **T.V.A.** dite « sociale » leur donne l'occasion de s'en exonérer totalement. Ce serait, bien évidemment la fin du modèle solidaire né du Conseil National de la résistance qui consiste à financer la protection sociale sur les richesses créées. L'autre conséquence serait une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des travailleurs et l'instauration d'une médecine réservée aux riches et un accès aux soins à la marge pour les autres.

Les projets concernant l'éducation nationale poursuivent les mêmes buts, c'est L.Parisot, présidente du M.E.D.E.F. qui clame « il faut rendre l'éducation nationale plus profitable », tout est dit dans la phrase. L'éducation pour le profit capitaliste, rapprocher l'école de l'entreprise par le choix des filières, suppression des matières jugées inutiles, sélection des élèves.

L'autonomie des universités consiste à gérer les établissements comme des entreprises avec une méthode de « management » appelée gouvernance. Un directeur qui décide de tout, un **D.R.H.** comme dans un groupe privé et un but, faire des résultats. Des postes d'enseignants ne sont plus pourvus, et les conditions d'enseignement deviennent difficiles. Ce que nous connaissons déjà de l'autonomie des universités, n'est ni plus ni moins que la privatisation de l'enseignement supérieur. Appliquer les mêmes méthodes dans l'enseignement secondaire fait partie des projets du pouvoir. Pire, sous prétexte de difficultés scolaires et d'égalité des chances, les élèves seraient sélectionnés selon leurs capacités. Un enseignement différent serait prodigué en fonction des « possibilités » de chacun, on voit où cela nous mène. Une éducation sélective, discriminatoire, au service du capital.

La même politique s'installe dans les territoires, les départements, les communes. Les transferts de compétences de l'état au niveau des régions visent à accélérer la mise en place des critères de gestion capitalistes. Les communes sont regroupées de manière obligatoire au sein de communautés d'agglomérations et n'ont pratiquement plus de pouvoir de décision. Les investissements, le traitement des déchets, la gestion de l'eau, l'occupation des sols sont aujourd'hui confiés à des groupes privés.

La privatisation des entreprises publiques comme E.D.F.-G.D.F., la S.N.C.F., la Poste, se poursuit à marche forcée. On connaît les conséquences : suppressions d'emplois, dégradation des services, conditions de travail des agents dégradées. L'utilisateur est devenu le client, le profit est devenu le but.

On pourrait indéfiniment développer sur d'autres secteurs de l'économie comme le commerce, la téléphonie où la course aux profits fait rage, la télévision, la culture, ce serait beaucoup trop long, mais c'est pour bien marquer que rien n'échappe aux profits capitalistes. Cette course appelée « crise », se mène partout dans le monde. En Europe, les mêmes plans sont appliqués. Les peuples sont soumis aux mêmes contraintes : baisse du « coût du travail », baisse des salaires et des pensions, droits à la retraite remis en cause, casse des services publics, privatisation de tous les secteurs d'activité orchestrés par les pouvoirs en place, qu'ils soient de droite ou alliés avec l'extrême droite ou qu'ils se déclarent de gauche. Partout, les mêmes mesures s'appliquent afin de faire payer aux peuples la course aux profits. Comme le souligne le journal l'Expansion « dans la zone euro, les efforts budgétaires se poursuivent à un rythme rapide. Le déficit budgétaire de la zone pourrait s'établir autour de 3% dès 2012 », « mais de Rome à Madrid en passant par Athènes la cure d'austérité s'annonce sévère » Le prix à payer : la chute de 0,3% de la richesse créée dans la zone euro, un niveau de chômage jamais atteint depuis 60 ans, abandon des investissements.

Les pays de l'ancienne Union Soviétique devraient être les premières victimes de la récession qui va s'abattre sur l'Europe occidentale en 2012. La « démocratie » capitaliste est un apprentissage douloureux pour ces peuples.

Dans le reste du monde, le capitalisme asiatique se taille la part du lion. Les richesses créées dans cette zone atteignent 45% du total mondial contre 12,2% dans la zone euro.

L'exploitation capitaliste a nettement bougé le curseur en direction des pays à « bas coûts ». Traduisez cela par salaires miséreux permettant tout juste au renouvellement de la force de travail, aucun droit social, droits du travail inexistant, pas de protection sociale, pouvoirs politiques autoritaires pour ne pas dire plus. A ce sujet, vous avez pu remarquer que ceux qui prônaient les droits de l'homme en Chine, sont soudainement devenus silencieux sur le sujet. Mais il faut savoir qu'il ne se passe pas un jour sans que les travailleurs chinois se battent pour de meilleures conditions de vie. Les grèves, les occupations d'usines, la révolte des paysans que le pouvoir veut exproprier pour installer des usines sur leurs terres, sont durement réprimées. Le silence des grandes puissances capitalistes explique sans doute cela, mais pas seulement. Il y a une chose que redoute le capital, c'est les luttes. Les médias observent un black-out total sur cette question. Pourtant, partout dans le monde, des luttes puissantes et massives ont lieu, j'ai parlé de la Chine, mais en Israël, aux Etats-Unis, au proche et au moyen orient, dans toute l'Europe des travailleurs luttent pour leurs revendications.

Oui, ils ont peur que ces luttes se coordonnent, s'organisent. Ils ont peur pour leurs profits, le danger de la remise en cause du capitalisme existe par les luttes et ils le savent.

En France, la possibilité d'un fort mouvement social inquiète. La presse se fait l'écho d'un « possible coup de colère » à la rentrée des vacances d'été et souligne le fort mécontentement de la population. « Toutes les conditions sont réunies pour une explosion sociale en Septembre », note le journal « Le Monde ». Ne soyons pas naïfs sur ce type de déclaration, mais cela marque l'inquiétude, la crainte des luttes.

Les luttes sont en effet incontournables, répétons- le sans cesse, c'est la condition n°1 pour gagner sur les revendications et abattre le capitalisme. Nous n'en sommes pas là bien sûr, mais c'est notre but, la raison de notre existence. Nous pouvons

faire progresser cette idée dans la période actuelle. Nous devons démontrer la contradiction de nature entre le capital et le travail.

Les moyens existent pour résoudre l'ensemble des problèmes et répondre aux revendications. Nous avons beaucoup écrit sur le sujet, mais la longue campagne électorale qui s'ouvre doit nous permettre d'argumenter, de débattre sur cette question, en un mot de faire plus.

-5000 Milliards d'euros sont échangés chaque jours entre les places boursières, à quoi cela sert-il sinon à la spéculation ?

-750 Milliards ont été octroyés à la Banque Centrale Européenne pour « aider » les groupes financiers

- En 2010 170 Milliards d'exonérations fiscales et sociales ont été accordées aux entreprises.

- 37,8 Milliards ont été versés aux actionnaires des groupes du C.A.C. 40 en 2008, départ de la »crise «.

-35,4 en 2009, 40,2 en 2010, en pleine crise,

- 37,3 en 2011, l'année des plans d'austérité pour les travailleurs, et ils prévoient 41,7 Milliards en 2012 alors qu'ils annoncent une année noire pour la population !!!

Dans notre journal de **décembre**, notre candidat Christophe Ricerchi a montré que des moyens considérables existent pour développer une autre politique en France.

D'un côté, l'exploitation forcenée du travail, avec toutes les conséquences citées plus haut, de l'autre, des profits considérables accaparés par les puissances capitalistes. Si cette situation existe, c'est que le rapport des forces est actuellement favorable au capital. Comment pourrait-il en être autrement ? Cette situation est aussi la démonstration de l'opposition irréductible entre le capital et le travail. . Il n'existe que notre parti pour le dire.

Tous les partis politiques sont d'accord pour que ce système perdure. Ils ne veulent pas y toucher, leurs propositions vont toutes dans le sens d'une gestion du capitalisme sans jamais le remettre en cause.

La dernière déclaration de Mélenchon est éclairante « Prenez le pouvoir, dit-il, créez votre coopérative ». Voilà ce que « la gauche de la gauche » française propose aux travailleurs ! Ne soyons pas surpris, il a déjà fréquenté les allées du pouvoir. Il stationne aujourd'hui sur le parking du **P.S.**, moteur arrêté, mais la clé de contact à la main, prêt à démarrer lorsqu'on le lui demandera. Vous l'avez compris, il est prêt à rouler de nouveau pour la social-démocratie, tout en faisant mine de s'y opposer. Le parti communiste français, pour sa part s'est noyé volontairement à l'intérieur du « front de gauche » en monnayant des postes pour les prochaines législatives.

F. Hollande ne dit toujours rien sur son programme malgré la couverture médiatique de sa campagne, dont on peut souligner le niveau des quelques propositions qu'il dévoile, mais toujours rien sur les salaires et l'emploi. Et pour cause !

Pour Marine Le Pen la question des salaires représente « une broutille dans le débat national ». Elle démontre ainsi sa haine de la classe ouvrière, que, par ailleurs elle utilise en se déclarant la meilleure candidate des ouvriers et des pauvres. On a connu ça, dans d'autres temps.

La droite, de Sarkozy, Bayrou en passant par Villepin et consort, se dispute pour être le meilleur serviteur du capital. T.V.A. « sociale », durée du travail, aides aux entreprises sont les crédos habituels visant à baisser le « coût du travail ».

E. Joly appelle à l'union nationale gauche et droite. Elle veut supprimer l'énergie nucléaire, pas le capital.

Les syndicats ont un positionnement clairement politique. Ils ne veulent pas gêner l'élection présidentielle, ont complètement abandonné le terrain des luttes pour se consacrer au « dialogue social » tant désiré par le M.E.D.E.F.

Les dernières luttes des agents de sécurité des aéroports et celle des salariés de Sea-France montre à quel type de dialogue social les salariés sont confrontés.

Le sommet social ou sommet sur l'emploi convoqué par Sarkozy le 18 Janvier, mais désiré notamment par la C.F.D.T., est évidemment une opération politique à laquelle se prêtent consciemment les organisations syndicales. Cette rencontre, dont chacune des organisations connaît les objectifs, ne vise qu'à annoncer de nouvelles mesures d'austérité à l'encontre des travailleurs. Faire croire que l'on peut obtenir une inflexion des décisions du pouvoir dans le cadre du « dialogue social », c'est mentir aux travailleurs.

La C.G.T. appelle seule, poussée par les syndicats d'entreprises, à une journée interprofessionnelle d'action le 18 Janvier pour faire bonne figure, tout en restant à l'intérieur du carcan de l'unité syndicale de sommet.

Nous sommes donc les seuls, d'un point de vue politique à porter l'idée qu'il faut lutter, avant toute chose, pour faire changer la situation.

Cette campagne électorale peut nous permettre de franchir une étape dans l'intense bataille des idées. Nous avons décidé de nous engager dans cette bataille en présentant un candidat à l'élection présidentielle pour cela.

Je répète : 22 avril – 6 mai élection présidentielle – 10 – 17 juin, élections législatives, ce qui représente 5 mois d'une grande bataille politique. Une période pendant laquelle des centaines de milliers de gens, de salariés, de jeunes interviendront. Prenons bien cette donnée en compte pour développer notre activité et faire progresser notre organisation.

Ceci, tout en mesurant bien où nous en sommes et quelles sont nos limites actuelles.

Quels que soient les résultats de la présidentielle et des législatives qui suivront, la politique s'aggravera en France comme ailleurs.

Mais dans ce contexte, nous savons qu'il y a de la place pour faire avancer nos explications, pour gagner de nombreux salariés, des jeunes, à nos solutions, à la lutte anticapitaliste, de la place pour renforcer notre parti.

Car nous sommes le seul parti politique placé sur le terrain de la lutte anticapitaliste. Le seul à démontrer que les moyens d'une autre politique existent en France à condition de s'attaquer au capitalisme.

Christophe Ricerchi, notre candidat à la présidentielle est pleinement porteur de cette politique. Après lui, nos candidats aux élections législatives joueront à leur tour un rôle très important.

Tout ce que nous allons faire dans cette période sera décisif pour porter plus avant les grands objectifs fixés à notre dernier congrès : gagner à nos idées, renforcer notre Parti et développer une grande bataille financière.

Nous sommes déjà pleinement engagés dans la campagne. Notre candidat s'est exprimé sur les solutions qu'il porte au nom de « Communistes », pour les salaires, l'emploi, les retraites, sur l'Europe. Il va maintenant s'exprimer sur les questions de l'enseignement, de la réindustrialisation de la France. Tout au long de la campagne il fera connaître notre position.

De très nombreuses initiatives sont déjà prises :

-Avec notre propagande. Le nombre de visites sur notre site est intéressant. Notre hebdo est de plus en plus diffusé et on peut se réjouir du fait que des

sympathisants reprennent des articles pour les faire connaître sur les réseaux sociaux comme **Facebook** ou autres. On découvre que notre argumentation est reprise dans des tracts syndicaux. Notre 4 pages et nos tracts sont diffusés à des milliers de salariés dans les départements.

Des points de rencontres se tiennent sur les marchés, dans les quartiers populaires.

-Des initiatives financières ont été mises en route dans plusieurs départements.

Appels à la souscription auprès des sympathisants, soirées, repas etc...

-Des initiatives importantes avec Christophe sont en préparation pour débattre avec les travailleurs, les syndicalistes, les jeunes. Par exemple :

A l'université, une journée entière, rencontre avec les étudiants à St Denis, à Jussieu rencontre avec les enseignants, les chercheurs, les étudiants, débat avec des syndicalistes.

Dans le Calvados, rencontre avec les travailleurs chez Citroën, RVI (Renault Véhicule Industriel), à EDF et le soir un débat.

En Loire Atlantique, rencontre avec les salariés du CHU de Nantes et d'autres entreprises.

D'autres sont en préparation comme dans le Doubs fief de Peugeot et de l'industrie automobile.

Ce ne sont que quelques exemples. Dites aujourd'hui ce que vous avez prévu pour que nous établissions ensemble le calendrier des interventions publiques de Christophe.

Finissons de fixer partout notre plan de travail jusqu'à fin juin, avec notre candidat à la présidentielle et avec nos candidats aux élections législatives. Un plan de travail avec des rencontres, des débats, des discussions. Un plan de travail pour proposer l'adhésion à nos sympathisants. Un plan de travail avec des initiatives financières car il va nous falloir des sommes considérables.

Nous pouvons beaucoup.

Bien entendu nous avons écrit aux Maires pour le parrainage puisque la loi antidémocratique l'exige. Des camarades font des démarches. Cela dit nous savons pertinemment que notre candidat aura beaucoup de difficultés à recueillir les 500 signatures exigées. D'ailleurs de nombreux maires nous font état des pressions qu'ils subissent pour ne pas donner leur signature.

A ce propos, un exemple sur le rôle des médias et du CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) théoriquement chargé de veiller à « l'équité » du temps d'antennes utilisé sur 15 chaînes de TV et radios, par tous les candidats déclarés jusqu'au 16 mars (date de publication des noms des candidats validés). Le CSA s'inscrit dans le système de la pensée unique. Nous nous battons partout où nous sommes pour informer, faire connaître notre candidat, nos initiatives, nos rencontres, tâcher de percer « le mur du son ».

En tout cas, nous allons déployer encore plus partout et de multiples façons nos initiatives, faire connaître COMMUNISTES et ses propositions, renforcer le parti, mobiliser les adhérents, faire part de nos initiatives dans la presse, inviter largement au débat, appeler au financement. En clair, nous tenons notre place de parti révolutionnaire dans la période très politique qui s'ouvre.

www.sitecommunistes.org